

L'IMPERISLISME STADE SUPRÊME DU CAPITALISME

Le texte d'origine a été rédigé par Lénine en 1916. C'est une étude essentielle du caractère économique du capitalisme arrivé à son dernier stade de développement.

Nous avons voulu rendre ce texte accessible aisément pour un ouvrier d'aujourd'hui. Si, dans le texte original, certaines formules, certains styles de rédaction, certaines données statistiques sont dépassés et rendent la lecture difficile, le fond et les idées restent entièrement d'actualité.

Lénine écrivait pour donner des armes aux travailleurs, pour préparer les luttes d'émancipation. Notre souhait est que ces "**Extraits**" redeviennent une des armes qui manquent cruellement au monde du travail.

Nous avons choisi de procéder uniquement à des coupures, souvent très courtes (parfois un mot), certaines plus longues (plusieurs paragraphes) en veillant à conserver chacune des idées essentielles ainsi que le déroulement de l'ensemble, et en cherchant à concentrer l'attention sur la démonstration voulue par Lénine.

Et nous encourageons ceux qui découvrent ou retrouvent ces textes à se plonger aussi dans toute la richesse du texte d'origine.

I. LA CONCENTRATION DE LA PRODUCTION ET LES MONOPOLES

Le développement intense de l'industrie et le processus de concentration extrêmement rapide de la production dans des entreprises toujours plus importantes constituent une des caractéristiques les plus marquées du capitalisme.

Mais la concentration de la production est beaucoup plus intense que celle de la main d'oeuvre, le travail dans les grandes entreprises étant beaucoup plus productif.

Des dizaines de milliers de grandes entreprises sont tout ; des millions de petites ne sont rien.

En 1907, les établissements occupant 1 000 ouvriers et plus étaient en Allemagne au nombre de 586. Ils employaient près du *dixième* (1,38 million) de la totalité des ouvriers et *environ le tiers* (32%) de la force-vapeur et de la force électrique prises ensemble. Le capital-argent et les banques, comme nous le verrons, rendent cette supériorité d'une poignée de très grandes entreprises plus écrasante encore, et cela au sens le plus littéral du mot, c'est-à-dire que des millions de "patrons", petits, moyens et même une partie des grands, sont en fait entièrement asservis par quelques centaines de financiers millionnaires.

Aux États-Unis de l'Amérique du Nord, la concentration de la production est encore plus intense. Près de la moitié de la production totale du pays est fournie par *un centième* de l'ensemble des entreprises ! Et ces trois mille entreprises géantes

embrassent 258 branches d'industrie. On voit par là que la concentration, arrivée à un certain degré de son développement, conduit d'elle-même, pour ainsi dire, droit au monopole. Car quelques dizaines d'entreprises géantes peuvent aisément s'entendre, et, d'autre part, la difficulté de la concurrence et la tendance au monopole naissent précisément de la grandeur des entreprises. Cette transformation de la concurrence en monopole est un des phénomènes les plus importants — sinon le plus important — de l'économie du capitalisme moderne. Aussi convient-il d'en donner une analyse détaillée.

Il y a un demi-siècle, quand Marx écrivait son *Capital*, la libre concurrence apparaissait à l'immense majorité des économistes comme une "loi de la nature". La science officielle tenta de tuer par la conspiration du silence l'oeuvre de Marx, qui démontrait par une analyse théorique et historique du capitalisme que la libre concurrence engendre la concentration de la production, laquelle, arrivée à un certain degré de développement, conduit au monopole. Maintenant, le monopole est devenu un fait. Les économistes accumulent des montagnes de livres pour en décrire les diverses manifestations, tout en continuant à déclarer en chœur que "le marxisme est réfuté". Mais les faits sont têtus, comme dit le proverbe anglais, et, qu'on le veuille ou non, on doit en tenir compte.

Pour l'Europe, on peut établir avec assez de précision le moment où le nouveau capitalisme s'est *définitivement* substitué à l'ancien : c'est le début du XXe siècle.

Ainsi, les étapes principales de l'histoire des monopoles peuvent se résumer comme suit : 1) Années 1860-1880 : point culminant du développement de la libre concurrence. Les monopoles ne sont que des embryons à peine perceptibles. 2) Après la crise de 1873, période de large développement des cartels ; cependant, ils ne sont encore que l'exception. Ils manquent encore de stabilité ; Ils ont encore un caractère passager. 3) Essor de la fin du XIXe siècle et crise de 1900-1903 : les cartels deviennent une des bases de la vie économique tout entière. Le capitalisme s'est transformé en impérialisme.

Les cartels s'entendent sur les conditions de vente, les échéances, etc. Ils se répartissent les débouchés. Ils déterminent la quantité des produits à fabriquer. Ils fixent les prix. Ils répartissent les bénéfices entre les diverses entreprises, etc.

Le nombre des cartels, en Allemagne, était estimé à 250 environ en 1896 et 385 en 1905, englobant près de 12 000 établissements. Dans les États-Unis de l'Amérique du Nord, le nombre des trusts était estimé à 185 en 1900 et 250 en 1907.

Il n'est pas rare de voir les cartels et les trusts détenir 7 ou 8 dixièmes de la production totale d'une branche d'industrie.

La concurrence se transforme en monopole. Il en résulte un progrès immense de la socialisation de la production. Et, notamment, dans le domaine des perfectionnements et des inventions techniques.

Ce n'est plus du tout l'ancienne libre concurrence des patrons dispersés, qui s'ignoraient réciproquement et produisaient pour un marché inconnu. La concentration en arrive au point qu'il devient possible de faire un inventaire approximatif de toutes les sources de matières premières (tels les gisements de minerai de fer) d'un pays et même,

ainsi que nous le verrons, de plusieurs pays, voire du monde entier. Non seulement on procède à cet inventaire, mais toutes ces sources sont accaparées par de puissants groupements monopolistes. On évalue approximativement la capacité d'absorption des marchés que ces groupements "se partagent" par contrat. Le monopole accapare la main d'oeuvre spécialisée, les meilleurs ingénieurs ; il met la main sur les voies et moyens de communication, les chemins de fer en Amérique, les sociétés de navigation en Europe et en Amérique. Le capitalisme arrivé à son stade impérialiste conduit aux portes de la socialisation intégrale de la production ; il entraîne en quelque sorte les capitalistes, en dépit de leur volonté et sans qu'ils en aient conscience, vers un nouvel ordre social, intermédiaire entre l'entière liberté de la concurrence et la socialisation intégrale.

La production devient sociale, mais l'appropriation reste privée. Les moyens de production sociaux restent la propriété privée d'un petit nombre d'individus. Le cadre général de la libre concurrence nominalement reconnue subsiste, et le joug exercé par une poignée de monopolistes sur le reste de la population devient cent fois plus lourd, plus tangible, plus intolérable.

L'économiste allemand Kestner a consacré tout un ouvrage à "la lutte entre les cartels et les outsiders", c'est-à-dire les industriels qui ne font point partie de ces derniers. Il est édifiant de jeter un simple coup d'oeil, ne serait-ce que sur la liste des moyens de cette lutte actuelle, moderne, civilisée : 1) privation de matières premières (... "un des procédés essentiels pour imposer l'adhésion au cartel") ; 2) privation de main d'oeuvre au moyen d'"alliances" (c'est-à-dire d'accords entre les capitalistes et les syndicats ouvriers, aux termes desquels ces derniers n'acceptent de travailler que dans les entreprises cartellisées) ; 3) privation des moyens de transport ; 4) fermeture des débouchés ; 5) accords avec les acheteurs, par lesquels ceux-ci s'engagent à n'entretenir de relations commerciales qu'avec les cartels ; 6) baisse systématique des prix (pour ruiner les "outsiders", c'est-à-dire les entreprises indépendantes du monopole, on dépense des millions afin de vendre, pendant un certain temps, au-dessous du prix de revient ; 7) privation de crédits ; 8) boycottage.

Ce n'est plus la lutte concurrentielle entre les petites et les grandes usines, les entreprises techniquement arriérées et les entreprises techniquement avancées. C'est l'étouffement par les monopoles de ceux qui ne se soumettent pas à leur joug, à leur arbitraire.

Les rapports de domination et la violence qu'ils comportent, voilà ce qui est typique de la "phase la plus récente du développement du capitalisme", voilà ce qui devait nécessairement résulter, et qui a effectivement résulté, de la formation de monopoles économiques tout-puissants.

Que les cartels suppriment les crises, c'est là une fable des économistes bourgeois qui s'attachent à farder le capitalisme. Au contraire, le monopole créé dans *certaines* industries augmente et aggrave le chaos inhérent à l'*ensemble* de la production capitaliste.

Et les crises (de toute espèce, le plus souvent économiques, mais pas exclusivement) accroissent à leur tour, dans de très fortes proportions, la tendance à la concentration et au monopole.

Le monopole, tel est le dernier mot de la "phase la plus récente du développement du capitalisme". Mais nous n'aurions de la puissance effective et du rôle des monopoles actuels qu'une notion extrêmement insuffisante, incomplète, étriquée, si nous ne tenions pas compte du rôle des banques.

II. LES BANQUES ET LEUR NOUVEAU RÔLE

La fonction essentielle et initiale des banques est de servir d'intermédiaire dans les paiements.

Au fur et à mesure que les banques se développent et se concentrent dans un petit nombre d'établissements, elles cessent d'être de modestes intermédiaires pour devenir de tout-puissants monopoles disposant de la presque totalité du capital-argent de l'ensemble des capitalistes et des petits patrons.

Les grandes entreprises, les banques surtout, n'absorbent pas seulement les petites, elles se les "rattachent" et se les subordonnent, elles les incorporent dans "leur" groupement, dans leur "consortium", pour emprunter le terme technique, par la "participation" à leur capital, par l'achat ou l'échange d'actions, par le système des crédits.

Le "groupe" de la "Deutsche Bank" est un des plus importants, sinon le plus important, de tous les groupes de grandes banques. Au total, le groupe de la "Deutsche Bank" comprend, directement ou indirectement, entièrement ou partiellement, 87 banques, et le montant des capitaux dont il dispose, en tant que capital propre ou capital en dépôt, peut s'évaluer à 2 ou 3 milliards de marks.

Il est évident qu'une banque placée à la tête d'un tel groupe et passant des accords avec une demi-douzaine d'autres banques, quelques peu inférieures, pour des opérations financières particulièrement importantes et lucratives, telles que les emprunts d'État, a dépassé le rôle d'intermédiaire et est devenue l'union d'une poignée de monopolistes.

En France, *trois* banques importantes : le Crédit Lyonnais, le Comptoir national d'Escompte et la Société générale ont développé leurs opérations, et le réseau de leurs succursales de la façon suivante :

	Nombre de succursales et de caisses de dépôts			Capitaux (en millions de francs)	
	province	Paris	total	appartenant aux banques	en dépôt
1870	47	17	64	200	427
1890	192	66	258	265	1245
1909	1033	196	1229	887	4363

A la grande banque parisienne du "Crédit Lyonnais", le nombre des comptes courants est passé de 28 535 en 1875 à 633 539 en 1912.

Mieux peut-être que de longs développements, ces simples chiffres montrent comment la concentration des capitaux et l'accroissement des opérations bancaires modifient radicalement le rôle joué par les banques. Les capitalistes épars finissent par ne former qu'un seul capitaliste collectif. En tenant le compte courant de plusieurs capitalistes, la banque semble ne se livrer qu'à des opérations purement techniques.

Mais quand ces opérations prennent une extension formidable, il en résulte qu'une poignée de monopolistes se subordonne les opérations commerciales et industrielles de la société capitaliste tout entière ; elle peut, grâce aux liaisons bancaires, grâce aux comptes courants et à d'autres opérations financières, *connaître* tout d'abord *exactement* la situation de tels ou tels capitalistes, puis les *contrôler*, agir sur eux en élargissant ou en restreignant, en facilitant ou en entravant le crédit, et enfin *déterminer entièrement* leur sort, déterminer les revenus de leurs entreprises, les priver de capitaux, ou leur permettre d'accroître rapidement le leur dans d'énormes proportions, etc.

"Les banques créent, à l'échelle sociale, la forme, mais seulement la forme, d'une comptabilité et d'une répartition générales des moyens de production", écrivait Marx il y a un demi-siècle, dans le *Capital*. La "répartition générale des moyens de production", voilà ce qui *résulte* d'un point de vue tout formel du développement des banques modernes, dont les plus importantes, au nombre de 3 à 6 en France et de 6 à 8 en Allemagne, disposent de milliards et de milliards. Mais quant au *contenu*, cette répartition des moyens de production n'a rien de "général" ; elle est privée, c'est-à-dire conforme aux intérêts du grand capital — et au premier chef du plus grand capital, du capital monopoliste.

Les caisses d'épargne et les bureaux de poste commencent à concurrencer les banques dans la socialisation de l'économie capitaliste. Ce sont des établissements plus "décentralisés", c'est-à-dire dont l'influence s'étend sur un plus grand nombre de localités, de coins perdus, sur de plus vastes contingents de la population.

Les lignes de démarcation entre les banques et les caisses d'épargne "s'effacent de plus en plus".

L'ancien capitalisme, le capitalisme de la libre concurrence, avec ce régulateur absolument indispensable qu'était pour lui la Bourse, disparaît à jamais. Un nouveau capitalisme lui succède, qui comporte des éléments manifestes de transition, une sorte de mélange entre la libre concurrence et le monopole. Une question se pose d'elle-même : *vers quoi* tend cette "transition" que constitue le capitalisme moderne ?

Si une banque escompte les lettres de change d'un industriel, lui ouvre un compte courant, etc., ces opérations en tant que telles ne diminuent pas d'un iota l'indépendance de cet industriel, et la banque ne dépasse pas son rôle modeste d'intermédiaire. Mais si ces opérations se multiplient et s'instaurent régulièrement, si la banque "réunit" entre ses mains d'énormes capitaux, si la tenue des comptes courants d'une entreprise permet à la banque — et c'est ce qui arrive — de connaître avec toujours plus d'ampleur et de précision la situation économique du client, il en résulte une dépendance de plus en plus complète du capitaliste industriel à l'égard de la banque.

En même temps se développe, pour ainsi dire, l'union personnelle des banques et des grosses entreprises industrielles et commerciales, la fusion des unes et des autres par l'acquisition d'actions, par l'entrée des directeurs de banque dans les conseils de surveillance (ou d'administration) des entreprises industrielles et commerciales, et inversement.

L' "union personnelle" des banques et de l'industrie est complétée par l' "union personnelle" des unes et des autres avec le gouvernement.

Le "Crédit Lyonnais", par exemple, une des trois plus grandes banques françaises, a organisé un service spécial des études financières, qui emploie en permanence plus de cinquante ingénieurs, statisticiens, économistes, juristes, etc., et dont l'entretien coûte de six à sept cent mille francs par an. Ce service est à son tour divisé en huit sections, dont l'une est chargée de recueillir des informations portant spécialement sur les entreprises industrielles, la seconde étudiant les statistiques générales ; la troisième, les compagnies de chemin de fer et de navigation ; la quatrième, les fonds ; la cinquième, les rapports financiers, etc.

Il en résulte une fusion de plus en plus complète ou, suivant l'heureuse formule de N. Boukharine, une interpénétration du capital bancaire et du capital industriel.

On entend assez souvent les milieux industriels et commerciaux se plaindre du "terrorisme" des banques. Faut-il s'en étonner, quand les grandes banques "commandent" de la façon dont voici un exemple ? Le 19 novembre 1901, l'une des banques D berlinoises (on appelle ainsi les quatre grandes banques dont le nom commence par la lettre D) adressait au conseil d'administration du Syndicat des ciments du Centre-Nord-Ouest allemand la lettre suivante : "Selon la note que vous avez publiée le 18 de ce mois dans tel journal, il apparaît que nous devons envisager l'éventualité de voir la prochaine assemblée générale de votre syndicat, fixée au 30 courant, prendre des décisions susceptibles d'amener dans votre entreprise des changements que nous ne pouvons accepter. Aussi sommes-nous, à notre grand regret, dans la nécessité de vous refuser dorénavant le crédit qui vous était accordé... Toutefois, si cette assemblée générale ne prend pas de décisions inacceptables pour nous et si nous recevons les garanties désirables pour l'avenir, nous nous déclarons tout disposés à négocier avec vous l'ouverture d'un nouveau crédit."

Ainsi, le XXe siècle marque le tournant où l'ancien capitalisme fait place au nouveau, où la domination du capital financier se substitue à la domination du capital en général.

III. LE CAPITAL FINANCIER ET L'OLIGARCHIE FINANCIÈRE

A la base, il y a tout d'abord le "système de participations", dont nous avons déjà dit quelques mots. Voici l'exposé qu'en fait l'économiste allemand Heymann, qui a été l'un des premiers, sinon le premier, à s'en occuper :

"Un dirigeant contrôle la société de base (littéralement : la "société-mère") ; celle-ci, à son tour, règne sur les sociétés qui dépendent d'elle (les "sociétés-filles") ; ces dernières règnent sur les "sociétés petites-filles", etc. On peut donc, sans posséder un très grand capital, avoir la haute main sur d'immenses domaines de la production. En

effet, si la possession de 50% du capital est toujours suffisante pour contrôler une société par actions, le dirigeant n'a besoin que d'un million pour pouvoir contrôler 8 millions de capital dans les "sociétés petites-filles". Et si cette "imbrication" est poussée plus loin, on peut, avec un million, contrôler seize millions, trente-deux millions, etc."

Mais le "système de participations" ne sert pas seulement à accroître immensément la puissance des monopolistes, il permet en outre de consommer impunément les pires tripotages et de dévaliser le public, car d'un point de vue formel, au regard de la loi, les dirigeants de la "société-mère" ne sont pas responsables de la filiale, considérée comme "autonome" et *par l'intermédiaire* de laquelle on peut *tout* "faire passer". Voici un exemple que nous empruntons au fascicule de mai 1914 de la revue allemande *Die Bank* :

"La technique moderne des bilans ne leur offre pas seulement la possibilité de cacher à l'actionnaire moyen les risques engagés ; elle permet aussi aux principaux intéressés de se dérober aux conséquences d'une expérience avortée en vendant à temps leurs actions, alors que l'entrepreneur privé risque sa peau dans tout ce qu'il fait..."

En France, les quatre plus grosses banques jouissent d'un "monopole", non pas relatif, mais "absolu", de l'émission des valeurs. Pratiquement, c'est un "trust des grandes banques". Et le monopole qu'il exerce assure des bénéfices exorbitants, lors des émissions. Le pays contractant un emprunt ne reçoit généralement pas plus de 90% du montant de ce dernier ; 10% reviennent aux banques et aux autres intermédiaires.

Si, dans les périodes d'essor industriel, les bénéfices du capital financier sont démesurés, en période de dépression, les petites entreprises et les entreprises précaires périclitent, et les grandes banques "participent" soit à leur achat à vil prix, soit à de profitables "assainissements" et "réorganisations".

La spéculation sur les terrains situés aux environs des grandes villes en plein développement est aussi une opération extrêmement lucrative pour le capital financier. Le monopole des banques fusionne ici avec celui de la rente foncière et celui des voies de communication, car la montée du prix des terrains, la possibilité de les vendre avantageusement par lots, etc., dépendent surtout de la commodité des communications avec le centre de la ville, et ces communications sont précisément aux mains des grandes compagnies liées à ces mêmes banques par le système de participations et la répartition des postes directoriaux.

Le monopole, quand il s'est formé et brasse des milliards, pénètre impérieusement dans *tous* les domaines de la vie sociale, indépendamment du régime politique et de toutes autres "contingences".

La suprématie du capital financier sur toutes les autres formes du capital signifie l'hégémonie du rentier et de l'oligarchie financière ; elle signifie une situation privilégiée pour un petit nombre d'États financièrement "puissants", par rapport à tous les autres.

Le début du XXe siècle marque donc un tournant en ce qui concerne non seulement l'extension des monopoles (cartels, syndicats, trusts), ce dont nous avons déjà parlé, mais aussi en ce qui concerne le développement du capital financier.

MONTANT DES VALEURS EN 1910
(en milliards de francs)

Angleterre	142	} 479	Hollande	12,5
États-Unis	132		Belgique	7,5
France	110		Espagne	7,5
Allemagne	95		Suisse	6,25
Russie	31		Danemark	3,75
Autriche-Hongrie	24		Suède, Norvège, Roumanie, etc.	2,5
Italie	14			
Japon	12			
			<i>Total</i>	600

Ces chiffres, on le voit immédiatement, mettent très nettement en évidence les quatre pays capitalistes les plus riches, qui disposent chacun d'environ 100 à 150 milliards de francs de valeurs. Deux de ces quatre pays — l'Angleterre et la France — sont les pays capitalistes les plus anciens et, ainsi que nous le verrons, les plus riches en colonies ; les deux autres — les États-Unis et l'Allemagne — sont les plus avancés par le développement rapide et le degré d'extension des monopoles capitalistes dans la production. Ensemble, ces quatre pays possèdent 479 milliards de francs, soit près de 80% du capital financier mondial. Presque tout le reste du globe est, d'une manière ou d'une autre, débiteur et tributaire de ces pays, véritables banquiers internationaux, qui sont les quatre "piliers" du capital financier mondial.

IV. L'EXPORTATION DES CAPITAUX

Ce qui caractérisait l'ancien capitalisme, où régnait la libre concurrence, c'était l'exportation des *marchandises*. Ce qui caractérise le capitalisme actuel, où règnent les monopoles, c'est l'exportation des *capitaux*.

Le capitalisme, c'est la production marchande à son plus haut degré de développement, où la force de travail elle-même devient marchandise. L'extension des échanges tant nationaux qu'internationaux, surtout, est un trait distinctif caractéristique du capitalisme. Le développement inégal et par bonds des différentes entreprises, des différentes industries et des différents pays, est inévitable en régime capitaliste.

Devenue capitaliste la première, et adoptant le libre-échange vers le milieu du XIXe siècle, l'Angleterre prétendit au rôle d'"atelier du monde entier", de fournisseur en articles manufacturés de tous les pays, qui devaient, en échange, la ravitailler en matières premières. Mais *ce* monopole, l'Angleterre commença à le perdre dès le dernier quart de ce siècle.

D'autres pays, qui s'étaient défendus par des tarifs douaniers "protecteurs", devinrent à leur tour des États capitalistes indépendants. Au seuil du XXe siècle, on vit se constituer un autre genre de monopoles : tout d'abord, des associations monopolistes capitalistes dans tous les pays à capitalisme évolué ; ensuite, la situation de monopole de quelques pays très riches, dans lesquels l'accumulation des capitaux atteignait d'immenses proportions. Il se constitua un énorme excédent de capitaux dans les pays avancés.

Certes, si le capitalisme pouvait développer l'agriculture qui, aujourd'hui, retarde terriblement sur l'industrie, s'il pouvait élever le niveau de vie des masses populaires qui, en dépit d'un progrès technique vertigineux, demeurent partout grevées par la sous-alimentation et l'indigence, il ne saurait être question d'un excédent de capitaux. Mais alors le capitalisme ne serait pas le capitalisme, car l'inégalité de son développement et la sous-alimentation des masses sont les conditions fondamentales, inévitables, de ce mode de production.

Tant que le capitalisme reste le capitalisme, l'excédent de capitaux est consacré, non pas à élever le niveau de vie des masses dans un pays donné, car il en résulterait une diminution des profits pour les capitalistes, mais à augmenter ces profits par l'exportation de capitaux à l'étranger, dans les pays sous-développés. Les profits y sont habituellement élevés, car les capitaux y sont peu nombreux, le prix de la terre relativement bas, les salaires de même, les matières premières à bon marché.

Rien de plus ordinaire que d'exiger, avant d'accorder un emprunt, qu'il soit affecté en partie à des achats de produits dans le pays prêteur, surtout à des commandes d'armements, de bateaux, etc. La France a très souvent recouru à ce procédé. L'exportation des capitaux devient ainsi un moyen d'encourager l'exportation des marchandises.

Le capital financier jette ainsi ses filets au sens littéral du mot, pourrait-on dire, sur tous les pays du monde.

Les pays exportateurs de capitaux se sont, au sens figuré du mot, partagé le monde. Mais le capital financier a conduit aussi au partage *direct* du globe.

V. LE PARTAGE DU MONDE ENTRE LES GROUPEMENTS CAPITALISTES

Les groupements de monopoles capitalistes — cartels, trusts — se partagent tout d'abord le marché intérieur en s'assurant la possession, plus ou moins absolue, de toute la production de leur pays. Mais, en régime capitaliste, le marché intérieur est nécessairement lié au marché extérieur.

Il y a longtemps que le capitalisme a créé le marché mondial. Et, au fur et à mesure que croissait l'exportation des capitaux et que s'étendaient, sous toutes les formes, les relations avec l'étranger et les colonies, ainsi que les "zones d'influence" des plus grands groupements monopolistes, les choses allaient "naturellement" vers une entente universelle de ces derniers, vers la formation de cartels internationaux.

Ce nouveau degré de concentration du capital et de la production à l'échelle du monde entier est infiniment plus élevé que les précédents.

Extrêmement édifiante aussi est l'histoire de la création du Cartel international du Rail. C'est en 1884, au moment d'une grave dépression industrielle, que les usines de rails anglaises, belges et allemandes firent une première tentative pour constituer ce cartel. Elles s'entendirent pour ne pas se concurrencer sur le marché intérieur des pays touchés par l'accord, et se partagèrent le marché extérieur comme suit : Angleterre, 66% ; Allemagne, 27% ; Belgique, 7%. L'Inde fut attribuée entièrement à l'Angleterre. Une firme anglaise étant restée en dehors du cartel, il y eut contre elle une lutte commune, dont les frais furent couverts par un pourcentage prélevé sur le total des ventes effectuées. Mais, en 1886, lorsque deux firmes anglaises sortirent du cartel, celui-ci s'effondra. Fait caractéristique : l'entente ne put se réaliser dans les périodes ultérieures d'essor industriel.

En novembre 1904, le Cartel international du Rail est reconstitué comme suit : Angleterre, 53,5% ; Allemagne, 28,83% ; Belgique, 17,67%. La France y adhéra par la suite avec respectivement 4,8%, 5,8% et 6,4% pour la première, la deuxième et la troisième années, au-delà de 100%, soit pour un total de 104,8%, etc.

Les cartels internationaux montrent à quel point se sont développés aujourd'hui les monopoles capitalistes, et *quel est l'objet* de la lutte entre les groupements capitalistes. Ce dernier point est essentiel ; lui seul nous révèle le sens historique et économique des événements, car les *formes* de la lutte peuvent changer et changent constamment pour des raisons diverses, relativement temporaires et particulières, alors que l'*essence* de la lutte, son *contenu* de classe, ne *saurait* vraiment changer tant que les classes existent.

Si les capitalistes se partagent le monde, ce n'est pas en raison de leur scélératesse particulière, mais parce que le degré de concentration déjà atteint les oblige à s'engager dans cette voie afin de réaliser des bénéfices ; et ils le partagent "proportionnellement aux capitaux", "selon les forces de chacun", car il ne saurait y avoir d'autre mode de partage en régime de production marchande et de capitalisme.

L'époque du capitalisme moderne nous montre qu'il s'établit entre les groupements capitalistes certains rapports *basés* sur le partage économique du monde et que, parallèlement et conséquemment, il s'établit entre les groupements politiques, entre les États, des rapports basés sur le partage territorial du monde, sur la lutte pour les colonies, la "lutte pour les territoires économiques".

VI. LE PARTAGE DU MONDE ENTRE LES GRANDES PUISSANCES

Dans son livre : *L'extension territoriale des colonies européennes*, le géographe A. Supan donne un rapide résumé de cette extension pour la fin du XIXe siècle :

*POURCENTAGE DES TERRITOIRES APPARTENANT
AUX PUISSANCES COLONIALES EUROPÉENNES
(PLUS LES ÉTATS-UNIS)*

	1876	1900	Différence
Afrique	10,8%	90,4%	+79,6%
Polynésie	56,8%	98,9%	+42,1%
Asie	51,5%	56,6%	+5,1%
Australie	100,0%	100,0%	—
Amérique	27,5%	27,2%	- 0,3%

Le trait caractéristique de la période envisagée, c'est le partage définitif du globe, définitif non en ce sens qu'un *nouveau partage* est impossible, — de nouveaux partages étant au contraire possibles et inévitables, — mais en ce sens que la politique coloniale des pays capitalistes en a *terminé* avec la conquête des territoires inoccupés de notre planète. Pour la première fois, le monde se trouve entièrement partagé, si bien qu'à l'avenir, il pourra *uniquement* être question de nouveaux partages, c'est-à-dire du passage d'un "possesseur" à un autre, et non de la "prise de possession" de territoires sans maître.

Pour l'Angleterre, la période d'accentuation prodigieuse des conquêtes coloniales se situe entre 1860 et 1890, et elle est très intense encore dans les vingt dernières années du XIXe siècle. Pour la France et l'Allemagne, c'est surtout ces vingt dernières années qui comptent. On a vu plus haut que le capitalisme prémonopoliste, le capitalisme où prédomine la libre concurrence, atteint la limite de son développement entre 1860 et 1880 ; or, l'on voit maintenant que *c'est précisément au lendemain de cette période* que commence l'"essor" prodigieux des conquêtes coloniales, que la lutte pour le partage territorial du monde devient infiniment âpre. Il est donc hors de doute que le passage du capitalisme à son stade monopoliste, au capital financier, est *lié* à l'aggravation de la lutte pour le partage du monde.

Dans son ouvrage sur l'impérialisme, Hobson distingue la période 1884-1900 comme celle d'une intense "expansion" des principaux Etats européens. D'après ses calculs, l'Angleterre a acquis, pendant cette période, un territoire de 3,7 millions de milles carrés, avec une population de 57 millions d'habitants ; la France, 3,6 millions de milles carrés avec 36,5 millions d'habitants ; l'Allemagne, un million de milles carrés avec 14,7 millions d'habitants ; la Belgique, 900 000 milles carrés avec 30 millions d'habitants ; le Portugal, 800 000 milles carrés avec 9 millions d'habitants. La chasse aux colonies menée par tous les Etats capitalistes à la fin du XIXe siècle, et surtout après 1880, est un fait universellement connu dans l'histoire de la diplomatie et de la politique extérieure.

Si l'on compare, par exemple, la France, l'Allemagne et le Japon, pays dont la superficie et la population ne diffèrent pas très sensiblement, on constate que le premier de ces pays a acquis presque trois fois plus de colonies (quant à la superficie) que les deux autres pris ensemble. Mais, par son capital financier, la France était peut-être aussi, au début de la période envisagée, plusieurs fois plus riche que l'Allemagne et le Japon réunis.

Le capital financier est un facteur si puissant, si décisif, pourrait-on dire, dans toutes les relations économiques et internationales qu'il est capable de se subordonner et se subordonne effectivement même des Etats jouissant d'une complète indépendance politique. Mais il va de soi que ce qui donne au capital financier les plus grandes

"commodités" et les plus grands avantages, c'est une soumission *telle* qu'elle entraîne, pour les pays et les peuples en cause, la perte de leur indépendance politique.

Le capital financier a généralement tendance à mettre la main sur le plus de terres possible, quelles qu'elles soient, où qu'elles soient, et par quelques moyens que ce soit, dans l'espoir d'y découvrir des sources de matières premières et par crainte de rester en arrière dans la lutte forcenée pour le partage des derniers morceaux du monde non encore partagés, ou le repartage des morceaux déjà partagés.

L'exportation des capitaux trouve également son intérêt dans la conquête des colonies, car il est plus facile sur le marché colonial (c'est parfois même le seul terrain où la chose soit possible) d'éliminer un concurrent par les moyens du monopole, de s'assurer une commande, d'affermir les "relations" nécessaires, etc.

Cette époque n'est pas seulement caractérisée par les deux groupes principaux de pays : possesseurs de colonies et pays coloniaux, mais encore par des formes variées de pays dépendants qui, nominalement, jouissent de l'indépendance politique, mais qui, en réalité, sont pris dans les filets d'une dépendance financière et diplomatique.

Dans la littérature bourgeoise française également, la question est posée d'une façon suffisamment nette et large, pour autant que cela puisse se faire d'un point de vue bourgeois. Référons-nous à l'historien Driault, qui, dans son livre *Problèmes politiques et sociaux de la fin du XIXe siècle*, au chapitre sur les grandes puissances et le partage du monde, s'est exprimé en ces termes : "Dans ces dernières années, sauf en Chine, toutes les places vacantes sur le globe ont été prises par les puissances de l'Europe ou de l'Amérique du Nord : quelques conflits se sont produits et quelques déplacements d'influence, précurseurs de plus redoutables et prochains bouleversements. Car il faut se hâter : les nations qui ne sont pas pourvues risquent de ne l'être jamais et de ne pas prendre part à la gigantesque exploitation du globe qui sera l'un des faits essentiels du siècle prochain (le XXe)."

VII. L'IMPÉRIALISME, STADE PARTICULIER DU CAPITALISME

Il nous faut maintenant essayer de dresser un bilan, de faire la synthèse de ce qui a été dit plus haut de l'impérialisme. L'impérialisme a surgi comme le développement et la continuation directe des propriétés essentielles du capitalisme en général. Ce qu'il y a d'essentiel au point de vue économique dans ce processus, c'est la substitution des monopoles capitalistes à la libre concurrence capitaliste. La libre concurrence est le trait essentiel du capitalisme et de la production marchande en général ; le monopole est exactement le contraire de la libre concurrence ; mais nous avons vu cette dernière se convertir sous nos yeux en monopole, en créant la grande production, en éliminant la petite, en remplaçant la grande par une plus grande encore, en poussant la concentration de la production et du capital à un point tel qu'elle a fait et qu'elle fait surgir le monopole : les cartels, les syndicats patronaux, les trusts et, fusionnant avec eux, les capitaux d'une dizaine de banques brassant des milliards.

En même temps, les monopoles n'éliminent pas la libre concurrence dont ils sont issus ; ils existent au-dessus et à côté d'elle, engendrant ainsi des contradictions, des

frictions, des conflits particulièrement aigus et violents. Le monopole est le passage du capitalisme à un régime supérieur.

Si l'on devait définir l'impérialisme aussi brièvement que possible, il faudrait dire qu'il est le stade monopoliste du capitalisme.

Aussi, devons-nous donner de l'impérialisme une définition englobant les cinq caractères fondamentaux suivants : 1) concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique ; 2) fusion du capital bancaire et du capital industriel, et création, sur la base de ce "capital financier", d'une oligarchie financière ; 3) l'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière ; 4) formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde, et 5) fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes.

L'impérialisme est le capitalisme arrivé à un stade de développement où s'est affirmée la domination des monopoles et du capital financier, où l'exportation des capitaux a acquis une importance de premier plan, où le partage du monde a commencé entre les trusts internationaux et où s'est achevé le partage de tout le territoire du globe entre les plus grands pays capitalistes.

Le capital financier et les trusts n'affaiblissent pas, mais renforcent les différences entre le rythme de développement des divers éléments de l'économie mondiale. Or, le rapport des forces s'étant modifié, où peut résider, *en régime capitaliste*, la solution des contradictions, si ce n'est dans la *force* ? Les statistiques des chemins de fer offrent des données d'une précision remarquable sur les différents rythmes de développement du capitalisme et du capital financier dans l'ensemble de l'économie mondiale.

CHEMINS DE FER
(en milliers de kilomètres)

	1890	1913		
Europe	224	346	+122	
Etats-Unis d'Amérique	268	411	+143	
Ensemble des colonies	82	210	+128	}
Etats indépendants ou semi indépendants				
d'Asie et d'Amérique	43	137	+94	
<i>Total</i>	617	1 104		}

Le développement des voies ferrées a donc été le plus rapide dans les colonies et les Etats indépendants (ou semi-indépendants) d'Asie et d'Amérique. On sait qu'ici le capital financier de quatre ou cinq grands Etats capitalistes règne et commande en maître. 200 000 kilomètres de nouvelles voies ferrées dans les colonies et les autres pays d'Asie et d'Amérique représentent plus de 40 milliards de marks de capitaux nouvellement investis à des conditions particulièrement avantageuses avec des garanties spéciales de revenus, des commandes lucratives aux aciéries, etc., etc.

C'est dans les colonies et les pays transocéaniques que le capitalisme croît avec le plus de rapidité. De *nouvelles* puissances impérialistes (Japon) y apparaissent. La lutte des impérialismes mondiaux s'aggrave. Le tribut prélevé par le capital financier sur les entreprises coloniales et transocéaniques, particulièrement avantageuses, augmente. Lors du partage de ce "butin", une part exceptionnellement élevée tombe aux mains de pays qui ne tiennent pas toujours la première place pour le rythme du développement des forces productives. La longueur totale des voies ferrées dans les pays les plus importants (considérés avec leurs colonies) était :

	(en milliers de kilomètres)		
	1890	1913	
Etats-Unis	268	413	+145
Empire britannique			
	107	208	+101
Russie	32	78	+46
Allemagne	43	68	+25
France	41	63	+22
<i>Total pour les 5 puissances</i>	491	830	+339

Environ 80% des chemins de fer existants sont donc concentrés sur le territoire des cinq plus grandes puissances ; Mais la concentration de la *propriété* de ces chemins de fer, celle du capital financier, est infiniment plus grande encore, les millionnaires anglais et français, par exemple, étant possesseurs d'une quantité énorme d'actions et d'obligations de chemins de fer américains, russes et autres.

Grâce à ses colonies, l'Angleterre a augmenté "son" réseau ferré de 100 000 kilomètres, soit quatre fois plus que l'Allemagne. Or, il est de notoriété publique que le développement des forces productives, et notamment de la production de la houille et du fer, a été pendant cette période incomparablement plus rapide en Allemagne qu'en Angleterre et, à plus forte raison, qu'en France et en Russie. En 1892, l'Allemagne produisait 4,9 millions de tonnes de fonte contre 6,8 en Angleterre ; en 1912, elle en produisait déjà 17,6 contre 9 millions, c'est-à-dire qu'elle avait une formidable supériorité sur l'Angleterre ! Faut-il se demander s'il y avait, *sur le terrain du capitalisme*, un moyen autre que la guerre de remédier à la disproportion entre, d'une part, le développement des forces productives et l'accumulation des capitaux, et, d'autre part, le partage des colonies et des "zones d'influence" pour le capital financier ?

VIII. LE PARASITISME ET LE POURRISSMENT DU CAPITALISME

Nous l'avons vu, la principale base économique de l'impérialisme est le monopole. Comme tout monopole, il engendre inéluctablement une tendance à la stagnation et au pourrissement. Dans la mesure où l'on établit, fût-ce momentanément, des prix de monopole, cela fait disparaître jusqu'à un certain point les stimulants du progrès technique et, par suite, de tout autre progrès ; et il devient alors possible, *sur le plan économique*, de freiner artificiellement le progrès technique. Un exemple : en Amérique, un certain Owens invente une machine qui doit révolutionner la fabrication

des bouteilles. Le cartel allemand des fabricants de bouteilles rafle les brevets d'Owens et les garde dans ses tiroirs, retardant leur utilisation.

Certes, un monopole en régime capitaliste, ne peut jamais supprimer complètement et pour très longtemps la concurrence sur le marché mondial. Il est évident que la possibilité de réduire les frais de production et d'augmenter les bénéfices en introduisant des améliorations techniques pousse aux transformations. Mais la *tendance* à la stagnation et au pourrissement, propre au monopole, continue à agir de son côté et, dans certaines branches d'industrie, dans certains pays, il lui arrive de prendre pour un temps le dessus.

Poursuivons. L'impérialisme est une immense accumulation de capital-argent dans un petit nombre de pays, accumulation qui atteint, comme on l'a vu, 100 à 150 milliards de francs en titres. D'où le développement extraordinaire de la classe ou, plus exactement, de la couche des rentiers, c'est-à-dire des gens qui vivent de la "tonte des coupons", qui sont tout à fait à l'écart de la participation à une entreprise quelconque et dont la profession est l'oisiveté.

Le revenu des rentiers est *cinq fois* plus élevé que celui qui provient du commerce extérieur, et cela dans le pays le plus "commerçant" du monde ! Telle est l'essence de l'impérialisme et du parasitisme impérialiste.

L'univers est divisé en une poignée d'Etats-usuriers et une immense majorité d'Etats-débiteurs.

"L'Angleterre, écrit Schulze-Gaevernitz, se transforme peu à peu d'Etat industriel en Etat-créditeur. Malgré l'accroissement absolu de la production et de l'exportation industrielle, on voit augmenter l'importance relative qu'ont pour l'ensemble de l'économie nationale les revenus provenant des intérêts et des dividendes, des émissions, commissions et spéculations. A mon avis, c'est précisément ce fait qui constitue la base économique de l'essor impérialiste. Le créancier est plus solidement lié au débiteur que le vendeur à l'acheteur."

L'impérialisme, qui signifie le partage du monde et une exploitation ne s'étendant pas uniquement à la Chine, et qui procure des profits de monopole élevés à une poignée de pays très riches, crée la possibilité économique de corrompre les couches supérieures du prolétariat.

La description par Schulze-Gaevernitz de l'"impérialisme britannique" nous révèle les mêmes traits de parasitisme. Le revenu national de l'Angleterre a presque doublé de 1865 à 1898, tandis que le revenu "provenant de l'étranger" a, dans le même temps, augmenté *de neuf fois*. Si le "mérite" de l'impérialisme est d'"habituer le Noir au travail" (on ne saurait se passer de la contrainte...), le "danger" de l'impérialisme consiste en ceci que "l'Europe se déchargera du travail manuel — d'abord du travail de la terre et des mines, et puis du travail industriel le plus grossier — sur les hommes de couleur, et s'en tiendra, en ce qui la concerne, au rôle de rentier, préparant peut-être ainsi l'émancipation économique, puis politique des races de couleur".

Parmi les caractéristiques de l'impérialisme qui se rattachent au groupe de phénomènes dont nous parlons, il faut mentionner la diminution de l'émigration en

provenance des pays impérialistes et l'accroissement de l'immigration, vers ces pays, d'ouvriers venus des pays plus arriérés, où les salaires sont plus bas.

L'impérialisme tend à créer, également parmi les ouvriers, des catégories privilégiées et à les détacher de la grande masse du prolétariat.

A noter qu'en Angleterre la tendance de l'impérialisme à diviser les ouvriers, à renforcer parmi eux l'opportunisme, à provoquer la décomposition momentanée du mouvement ouvrier est apparue bien avant la fin du XIXe siècle et le début du XXe.

Voilà donc, nettement indiquées, les causes et les conséquences. Les causes : 1) l'exploitation du monde par l'Angleterre ; 2) son monopole sur le marché mondial ; 3) son monopole colonial. Les conséquences : 1) l'embourgeoisement d'une partie du prolétariat anglais ; 2) une partie de ce prolétariat se laisse diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou que, tout au moins, elle entretient.

L'impérialisme du début du XXe siècle a achevé le partage du globe entre une poignée d'Etats, dont chacun exploite aujourd'hui (en ce sens qu'il en retire du surprofit) une partie du "monde entier" à peine moindre que celle qu'exploitait l'Angleterre en 1858 ; dont chacun, grâce aux trusts, aux cartels, au capital financier, à ses rapports de créancier à débiteur, occupe une situation de monopole sur le marché mondial ; dont chacun jouit, dans une certaine mesure, d'un monopole colonial (nous avons vu que, sur 75 millions de kilomètres carrés, superficie de *toutes* les colonies du monde, 65 millions, c'est-à-dire 86%, sont concentrés aux mains de six grandes puissances ; 61 millions de kilomètres carrés, soit 81%, sont détenus par trois grandes puissances, Angleterre, Russie, France).

IX. LA CRITIQUE DE L'IMPÉRIALISME

Les savants et les journalistes bourgeois défendent généralement l'impérialisme sous une forme quelque peu voilée ; ils en dissimulent l'entière domination et les racines profondes.

Mais que reste-t-il du marxisme de Kautsky lorsque, en 1914, 1915, 1916, il adopte le même point de vue que les réformistes bourgeois et affirme que "tout le monde est d'accord" (impérialistes, pseudo-socialistes et social-pacifistes) en ce qui concerne la paix ? Au lieu d'analyser et de mettre en lumière les profondes contradictions impérialistes, il forme le "voeu pieux", réformiste, de les esquiver et de les éluder.

"La réponse du prolétariat à la politique économique du capital financier, à l'impérialisme, ne peut être le libre-échange, mais seulement le socialisme", écrit Hilferding. "Ce n'est pas le rétablissement de la libre concurrence, devenu maintenant un idéal réactionnaire, qui peut être aujourd'hui le but de la politique prolétarienne, mais uniquement l'abolition complète de la concurrence par la suppression du capitalisme."

On sait que les cartels ont entraîné la création de tarifs protectionnistes d'un type nouveau et original : comme l'avait déjà noté Engels dans le livre III du *Capital*, on protège précisément les produits susceptibles d'être exportés. On sait également que les

cartels et le capital financier ont un système qui leur est propre, celui de l'"exportation à vil prix", du "dumping", comme disent les Anglais : à l'intérieur du pays, le cartel vend ses produits au prix fort, fixé par le monopole ; à l'étranger, il les vend à un prix dérisoire pour ruiner un concurrent, étendre au maximum sa propre production, etc.

Considérons l'Inde, l'Indochine et la Chine. On sait que ces trois pays coloniaux et semi-coloniaux, d'une population totale de 600 à 700 millions d'habitants, sont exploités par le capital financier de plusieurs puissances impérialistes : Angleterre, France, Japon, États-Unis, etc. Admettons que *toutes* les puissances impérialistes concluent une alliance pour un partage "pacifique" de ces pays d'Asie : on pourra parler du "capital financier uni à l'échelle internationale". Il existe des exemples de ce genre d'alliances au cours du XXe siècle, disons dans les rapports des puissances à l'égard de la Chine. Est-il "concevable" de supposer, le régime capitaliste subsistant, que ces alliances ne soient pas de courte durée, qu'elles excluent les frictions, les conflits et la lutte sous toutes les formes possibles et imaginables ?

Il suffit de poser clairement la question pour voir que la réponse ne peut être que négative. Car il est *inconcevable* en régime capitaliste que le partage des zones d'influence, des intérêts, des colonies, etc., repose sur autre chose que la *force* de ceux qui prennent part au partage, la force économique, financière, militaire, etc. Or, les forces respectives de ces participants au partage varient d'une façon inégale, car il ne peut y avoir en régime capitaliste de développement *uniforme* des entreprises, des trusts, des industries, des pays. L'Allemagne était, il y a un demi-siècle, une quantité négligeable, par sa force capitaliste comparée à celle de l'Angleterre d'alors ; il en était de même du Japon comparativement à la Russie.

Les alliances pacifiques préparent les guerres et, à leur tour, naissent de la guerre ; elles se conditionnent les unes les autres, engendrant des alternatives de lutte pacifique et de lutte non pacifique sur *une seule et même* base, celle des liens et des rapports impérialistes de l'économie mondiale et de la politique mondiale.

L'impérialisme est l'époque du capital financier et des monopoles, qui provoquent partout des tendances à la domination et non à la liberté. Réaction sur toute la ligne, quel que soit le régime politique, aggravation extrême des antagonismes dans ce domaine également : tel est le résultat de ces tendances. De même se renforcent particulièrement l'oppression nationale et la tendance aux annexions, c'est-à-dire à la violation de l'indépendance nationale (car l'annexion n'est rien d'autre qu'une violation du droit des nations à disposer d'elles-mêmes).

A quoi il faut ajouter que ce n'est pas seulement dans les pays nouvellement découverts, mais aussi dans les anciens, que l'impérialisme conduit aux annexions, au renforcement du joug national et, partant, à l'exaspération de la résistance. Tout en s'élevant contre le renforcement de la réaction politique par l'impérialisme, Kautsky laisse dans l'ombre une question particulièrement brûlante, celle de l'impossibilité de réaliser l'unité avec les opportunistes à l'époque de l'impérialisme. Tout en s'élevant contre les annexions, il donne à ses protestations la forme la plus inoffensive et la plus aisément acceptable pour les opportunistes. Il s'adresse directement à un auditoire allemand et n'en estompe pas moins ce qui est justement le plus important et le plus actuel, par exemple le fait que l'Alsace-Lorraine est une annexion de l'Allemagne. Pour bien mesurer le sens de cette "déviation intellectuelle" de Kautsky, prenons un exemple.

Supposons qu'un Japonais condamne l'annexion des Philippines par les Américains. Se trouvera-t-il beaucoup de gens pour croire qu'il est mû par l'hostilité aux annexions en général, et non par le désir d'annexer lui-même les Philippines ? Et ne devra-t-on pas reconnaître que l'on ne peut considérer comme sincère et politiquement loyal la "lutte" du Japonais contre les annexions que s'il se dresse contre l'annexion de la Corée par le Japon et réclame pour elle la liberté de séparation d'avec le Japon ?

L'analyse théorique, ainsi que la critique économique et politique, de l'impérialisme par Kautsky sont *entièrement* pénétrées d'une tendance absolument incompatible avec le marxisme, qui consiste à estomper et atténuer les contradictions les plus essentielles et à maintenir à tout prix au sein du mouvement ouvrier européen une unité chancelante avec l'opportunisme.

X. LA PLACE DE L'IMPÉRIALISME DANS L'HISTOIRE

Premièrement, le monopole est né de la concentration de la production, parvenue à un très haut degré de développement. Ce sont les groupements monopolistes de capitalistes, les cartels, les syndicats patronaux, les trusts. Nous avons vu le rôle immense qu'ils jouent dans la vie économique de nos jours. Au début du XXe siècle, ils ont acquis une suprématie totale dans les pays avancés.

Deuxièmement, les monopoles ont entraîné une mainmise accrue sur les principales sources de matières premières. Le monopole des principales sources de matières premières a énormément accru le pouvoir du grand capital et aggravé la contradiction entre l'industrie cartellisée et l'industrie non cartellisée.

Troisièmement, le monopole est issu des banques. Autrefois modestes intermédiaires, elles détiennent aujourd'hui le monopole du capital financier. Trois à cinq grosses banques, dans n'importe lequel des pays capitalistes les plus avancés, ont réalisé l'"union personnelle" du capital industriel et du capital bancaire, et concentré entre leurs mains des milliards et des milliards représentant la plus grande partie des capitaux et des revenus en argent de tout le pays.

Quatrièmement, le monopole est issu de la politique coloniale. Aux nombreux "anciens" mobiles de la politique coloniale le capital financier a ajouté la lutte pour les sources de matières premières, pour l'exportation des capitaux, pour les "zones d'influence", — c'est-à-dire pour les zones de transactions avantageuses, de concessions, de profits de monopole, etc., — et, enfin, pour le territoire économique en général. Quand, par exemple, les colonies des puissances européennes ne représentaient que la dixième partie de l'Afrique, comme c'était encore le cas en 1876, la politique coloniale pouvait se développer d'une façon non monopoliste, les territoires étant occupés suivant le principe, pourrait-on dire, de la "libre conquête". Mais quand les 9/10 de l'Afrique furent accaparés (vers 1900) et que le monde entier se trouva partagé, alors commença forcément l'ère de la possession monopoliste des colonies et, partant, d'une lutte particulièrement acharnée pour le partage et le repartage du globe.

Tout le monde sait combien le capitalisme monopoliste a aggravé toutes les contradictions du capitalisme. Il suffit de rappeler la vie chère et le despotisme des cartels.

Monopoles, oligarchie, tendances à la domination au lieu des tendances à la liberté, exploitation d'un nombre toujours croissant de nations petites ou faibles par une poignée de nations extrêmement riches ou puissantes : tout cela a donné naissance aux traits distinctifs de l'impérialisme qui le font caractériser comme un capitalisme parasitaire ou pourrissant.

C'est avec un relief sans cesse accru que se manifeste l'une des tendances de l'impérialisme : la création d'un "État-rentier", d'un État-usurier, dont la bourgeoisie vit de plus en plus de l'exportation de ses capitaux. Mais ce serait une erreur de croire que cette tendance au pourrissement exclut la croissance rapide du capitalisme ; non, telles branches d'industrie, telles couches de la bourgeoisie, tels pays manifestent à l'époque de l'impérialisme, avec une force plus ou moins grande, tantôt l'une, tantôt l'autre de ces tendances. Dans l'ensemble, le capitalisme se développe infiniment plus vite qu'auparavant, mais ce développement devient généralement plus inégal, l'inégalité de développement se manifestant en particulier par le pourrissement des pays les plus riches en capital (Angleterre).

Les profits élevés que tirent du monopole les capitalistes d'une branche d'industrie parmi beaucoup d'autres, d'un pays parmi beaucoup d'autres, etc., leur donnent la possibilité économique de corrompre certaines couches d'ouvriers, et même momentanément une minorité ouvrière assez importante, en les gagnant à la cause de la bourgeoisie de la branche d'industrie ou de la nation considérées et en les dressant contre toutes les autres. Et l'antagonisme accru des nations impérialistes aux prises pour le partage du monde renforce cette tendance.

Quand une grosse entreprise devient une entreprise géante et qu'elle organise méthodiquement, en tenant un compte exact d'une foule de renseignements, l'acheminement des deux tiers ou des trois quarts des matières premières de base nécessaires à des dizaines de millions d'hommes ; quand elle organise systématiquement le transport de ces matières premières jusqu'aux lieux de production les mieux appropriés ; quand un centre unique a la haute main sur toutes les phases successives du traitement des matières premières, jusques et y compris la fabrication de toute une série de variétés de produits finis, quand la répartition de ces produits se fait d'après un plan unique parmi des dizaines et des centaines de millions de consommateurs, alors il devient évident que nous sommes en présence d'une socialisation de la production et non point d'un simple "entrelacement", et que les rapports relevant de l'économie privée et de la propriété privée forment une enveloppe qui est sans commune mesure avec son contenu, qui doit nécessairement entrer en pourrissement si l'on cherche à en retarder artificiellement l'élimination, qui peut continuer à pourrir pendant un laps de temps relativement long, mais qui n'en sera pas moins inéluctablement éliminée.

Schulze-Gaevernitz, admirateur enthousiaste de l'impérialisme allemand, s'exclame :

"Si, en définitive, la direction des banques allemandes incombe à une douzaine de personnes, l'activité de ces dernières est désormais plus importante pour le bien public que celle de la majorité des ministres".

*Écrit de janvier à juin 1916
Publié pour la première fois en avril
1917, en brochure, à Pétrograd*